HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE
(épreuve n° 265)
ANNEE 2017
Épreuve conçue par ESSEC
Voie économique et commerciale

Sujet : Le développement de l'Afrique à l'épreuve de la guerre (des années 1960 à nos jours)

Le sujet s'inscrit clairement dans le programme des deux années de la classe préparatoire. Il place au cœur de la réflexion le thème majeur de la guerre, phénomène géopolitique par excellence. Or, depuis son indépendance, majoritairement acquise dans les premières années de la décennie qui s'ouvre en 1960 l'Afrique concentre plus du tiers des conflits mondiaux. Alors que la fin de la Guerre froide, en 1991, soulève un espoir universel de paix, l'Afrique au contraire s'enfonce davantage encore dans la guerre et ce sont alors 40% des conflits mondiaux qui s'y déroulent, sous toutes leurs formes. L'impératif majeur de l'Afrique, à savoir son développement, est directement confronté à cette réalité.

Comme toujours, l'analyse des termes du sujet est une clé de la réussite. On connaît la définition du concept de développement par François Perroux incluant les changements mentaux et sociaux rendant possible une croissance économique durable ; on s'attendait au moins à ce que les candidats associent les notions de progression sociale, culturelle et politique à celle de la croissance purement quantitative des richesses produites. Bien sûr le contour géographique du sujet englobe toute l'Afrique et pas seulement l'Afrique subsaharienne. Si la notion de guerre recouvre des réalités diverses (faible ou forte intensité, guerre civile ou inter-étatique, etc.) elle inclut toujours la réalité d'un conflit armé et violent entre des groupes humains. L'expression « à l'épreuve de » méritait une attention particulière : si l'Afrique est « éprouvée » par la guerre, est-elle en mesure de « surmonter l'épreuve » ?

L'Afrique est à la fois le continent du sous-développement et le continent marqué par une conflictualité armée importante et multiforme. Quels rapports, quelle causalité (au sein de laquelle le passé colonial joue un rôle important mais non exclusif), quelles conséquences réciproques relient ces deux réalités et ce sur plus d'un demi-siècle d'évolution ? En quoi les formes spécifiques de la guerre en Afrique sont-elles particulièrement péjoratives pour les processus de développement ? La guerre qui sévit toujours dans de vastes espaces africains et qui est tout autant une conséquence du mal-développement qu'une de ses causes majeures, est-elle aujourd'hui en mesure de faire avorter le processus d'émergence qui enfin semble toucher l'Afrique ? Quels moyens l'Afrique et le monde mettent-ils en œuvre pour surmonter ce risque ? Lorsque l'on sait que la population africaine devrait atteindre 2 milliards d'habitants d'ici le milieu du 21ème siècle et que le continent est en première ligne face aux dynamiques et aux bouleversements du siècle tels que l'urbanisation, le réchauffement climatique, la crise hydrique, les flux migratoires, on se rend compte que les enjeux du sujet sont mondiaux.

On pouvait commencer par le constat : l'évolution des réalités entremêlées de la guerre et du sous-développement depuis le début des années 1960. Et ce dans une Afrique « mal partie » où s'achèvent et parfois perdurent de douloureuses guerres de décolonisation (l'Algérie, l'Angola, le Mozambique). Les divisions internes de ces jeunes États supportant l'héritage colonial et soumis à la rivalité et aux appétits des grandes puissances suscitent de multiples conflits sanglants, au Congo « ex-belge », au Biafra, en Angola encore. Partout, la Guerre froide suscite, entretient, aggrave ces affrontements. Lorsqu'elle prend fin et que chute presque en même temps le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, contrairement à tous les espoirs qui semblaient alors permis, l'Afrique s'enfonce dans la « décennie du chaos » marquée par un nouveau type de conflits, ses « seigneurs de la guerre », ses « diamants du sang », ses enfants soldats. Sierra Leone, Libéria, Congo, guerre civile algérienne en sont quelques exemples marquants, le pire se produisant avec le génocide des Tutsis, au Rwanda. On pouvait conclure cette première partie par un bilan actuel : une conflictualité qui a régressé alors même que le « moment » de l'Afrique semble venu en matière de développement. Vision sans doute trop optimiste : l'émergence semble fragile, localisée, trop soumise aux aléas de l'exploitation des ressources alors que la guerre, plus ou moins larvée, s'incruste et ronge en particulier le Sahel, la Corne de l'Afrique, le bassin du Congo, rendant peu sûrs y compris des pays connaissant une certaine croissance comme le Nigéria.

À ce moment, l'étude descriptive des évolutions doit laisser la place à l'analyse. Il convient de démêler un tant soit peu l'écheveau complexe des causes et des conséquences inter-réagissant à l'infini. Sans aucun doute la colonisation a laissé un héritage de brutalisation, d'arbitraire, de frontières artificielles, d'exacerbation des rivalités ethniques créées parfois et instrumentalisées souvent. Le jeu des impérialismes, des rivalités de « blocs », du néo-colonialisme a entretenu ces facteurs belligènes. Mais il convenait de ne pas s'arrêter là et d'envisager aussi les facteurs proprement africains, parmi lesquelles les divisions internes et la faiblesse des États, la corruption et tout particulièrement l'enjeu du contrôle des ressources sont au premier rang. On a pu démontrer que la conflictualité dans une région est directement proportionnelle à ses richesses naturelles (par exemple au Congo ou dans le delta du Niger). À ne pas négliger non plus la question foncière, la rivalité entre éleveurs et cultivateurs, la conjonction de phases de sécheresse et de l'explosion démographique (exemple du Darfour). Bien entendu les querelles ethniques, les affirmations identitaires, les divisions religieuses entrent en résonnance avec beaucoup de causes précédemment citées pour expliquer l'incrustation de groupes terroristes à l'impact très délétère sur la paix civile et le développement (Front Islamique du Salut, AQMI, Boko Haram...), mais il ne fallait pas s'arrêter à cette seule réalité, certes souvent la plus médiatisée.

Si les effets négatifs de cette conflictualité africaine sur le développement sont d'une évidence criante, encore convenait-il d'y regarder de plus près. La destruction en profondeur des sociétés accompagne la guerre du fait de la famine, de la propagation des épidémies (dont le Sida), de l'amplification des migrations (réfugiés, déplacés, émigration des plus qualifiés). Les armées, vues parfois comme « le creuset de la nation », éclatent dans certains pays en groupes armés aux marges du banditisme. L'impossibilité de payer les fonctionnaires aggrave la corruption et la déliquescence des services publics. La dépendance accrue à l'égard des puissances tutélaires et des organisations internationales et humanitaires fait reculer l'indépendance nationale. Les efforts d'insertion internationale et de construction régionale sont en tout ou en partie annihilés (cf. le Maghreb). Sur le plan politique, les conflits africains, loin de forger les états et les nations contribuent à dissoudre ces derniers et à leur substituer des « entités chaotiques ingouvernables » (Le Monde diplomatique). Sur le plan économique la destruction des infrastructures, le ravage des campagnes et des villes vers lesquelles les conflits ont tendance à se déplacer, favorisent l'enfermement, la régression vers une économie primaire voire une économie de la prédation et des trafics dans les cas les plus sombres.

L'Afrique peut-elle surmonter l'épreuve de la guerre ? Certains signes autorisent l'espoir. En 2015-2016, la presse économique observait que 10 des 20 économies les plus dynamiques de la planète étaient africaines et que les grands projets d'investissement directs étrangers étaient en hausse (cette dynamique s'est à nouveau affaiblie au cours de la dernière année). Les enjeux sont considérables, ne serait-ce que du fait de la vitalité démographique : l'Afrique représente déjà un marché intérieur de 4000 milliards de dollars et d'ici peu sa force de travail dépassera celle de la Chine ou de l'Inde alors qu'elle dispose en grande quantité des ressources qui partout ailleurs se raréfient. Mais pour concrétiser ces atouts, il y a des exigences comme l'établissement d'un État de droit, la réalisation des infrastructures de communication, d'assainissement d'eau, de production et de distribution de l'électricité, la capacité à scolariser une population d'enfants en progression de près de 10% par an. Ce qui suppose la paix. L'aide extérieure y contribue malgré toute l'ambiguïté du « droit d'ingérence » des puissances et des ONG. C'est en Afrique que l'ONU intervient le plus : aujourd'hui son approche est multiforme (aide à la résolution des conflits, droits de l'homme, assistance électorale) et ses formes d'action civiles tendent à l'emporter sur l'intervention militaire. Mais l'Afrique tente aussi de prendre en charge elle-même sa « pacification» au service du développement, comme en attestent les efforts de l'Union Africaine et en particulier le projet du NEPAD. A souligner aussi le rôle positif de l'Afrique du Sud post-apartheid dans ces efforts, même s'il tend à s'épuiser un peu. Plusieurs pays africains contestent aussi l'impartialité de la Justice internationale dans le jugement des criminels de guerre (« tous Africains ? »). Rien n'est encore totalement gagné.

Les enjeux du sujet dépassent l'Afrique : ce continent apparaît comme le laboratoire d'une nouvelle conflictualité qui peu ou prou s'inscrit dans la mondialisation; laboratoire aussi des solutions qui elles-mêmes s'inscrivent dans la même dynamique (le « droit d'ingérence »). Des résultats obtenus dépendent aussi pour partie la paix du monde que les migrations incontrôlées, l'« arc du terrorisme » et l'économie souterraine mettent en danger. La prospérité du monde aussi est en jeu, le développement de l'Afrique représentant un espoir majeur pour la pérennité et la durabilité de la croissance mondiale.

Si le jury a constaté avec satisfaction que d'assez nombreux candidats avaient traité le sujet de manière satisfaisante, la tonalité générale reflète cependant une certaine déception voire de l'inquiétude. Inquiétude parce que, plus souvent qu'on ne le souhaiterait, se pose le problème du niveau général de nos candidats. L'orthographe, dont on avait noté les progrès dans nos copies depuis de nombreuses années, s'est détériorée. Parfois l'exercice même de la dissertation est mal maîtrisé dans ses fondamentaux élémentaires. Lorsque ces derniers sont mis en œuvre, sont-ils pour autant assimilés ? Des termes correctement définis et des questions pertinentes dont on ne tient pas compte par la suite révèlent que l'introduction n'est, trop souvent, qu'un exercice superficiel précédant une démarche empirique. Des raisonnements prometteurs qu'on engage et qu'on abandonne tout de suite au détour d'une phrase pour immédiatement retomber dans l'ornière des représentations erronées du sujet (pour traiter par exemple « l'Afrique dans la mondialisation ») montrent la difficulté à adopter un plan cohérent et surtout à le suivre. La rigueur, le sens critique et aussi celui de la nuance et de la mesure appartiennent à toute vraie démarche intellectuelle, indépendamment de la question posée ; où sont-ils lorsque l'on évoque la guerre d'Algérie comme « un génocide » ? Quand les « Occidentaux » sont, soit des chevaliers blancs sauveurs de l'Afrique en toute circonstance (rarement) soit responsables de tous les maux qui accablent le continent (souvent) ? Quand tous les Africains sont systématiquement présentés comme « corrompus » ? Il n'est jusqu'à la manie de la citation répétitive et pédante d'ouvrages, de préférence en langue anglaise et manifestement non lus, que l'on croyait contenue et qui ne fasse un retour en force.

Sur le fond des choses, il est à noter que le concept de guerre n'est pas clairement cerné et défini par beaucoup de nos candidats. Comme le sujet utilisait le mot « guerre » sans y rajouter aucun qualificatif, il convenait de l'interpréter dans son sens immédiat de conflit armé opposant des groupes humains. Cependant, lorsque le candidat utilisait une interprétation élargie (l'étendant par exemple à la notion de guerre économique), on a accepté sa démarche quand il la définissait clairement dans l'introduction et qu'il la traitait avec rigueur en ne lui laissant que la place qu'elle méritait eu égard à la signification principale du mot. En revanche on ne pouvait accepter les dérives rampantes où, de proche en proche, toutes les « tensions », les mécontentements, les rivalités sont annexées à la notion de guerre. Il n'est pas intellectuellement acceptable de ranger globalement et péjorativement les Printemps arabes dans la dénomination de guerre.

Le cœur du sujet, dans un trop grand nombre de copies était trop peu étudié : quel est l'impact de la guerre sur le développement de l'Afrique ? Les spécificités de la guerre en Afrique (assez rarement interétatique) jouent un grand rôle de ce point de vue. Une analyse du phénomène et une claire vision des grandes phases de la chronologie étaient donc des plus utiles dans la démarche. La perception de l'impact sur les sociétés (les réfugiés et déplacés, les femmes et les enfants dans la guerre, l'impact des famines plus ou moins instrumentalisées, la dégradation sanitaire, etc.) ; la connaissance des dérives de l'économie vers l'informel, la prédation, les trafics et le court terme ; la prise en compte de la dissolution de l'État, de la négation de l'intérêt général, de la démocratie, des droits de la personne humaine ; les interventions extérieures plus ou moins désintéressées et très péjoratives pour une indépendance chèrement acquise. Voilà les dimensions incontournables du sujet qui faisaient défaut dans un grand nombre de copies

La résilience de l'Afrique aux conflits qui l'affectent était une des dimensions du sujet. L'expression « à l'épreuve de... » n'a que trop rarement interpellé les candidats et l'Afrique, sans doute « éprouvée » par les guerres mais tentant aussi de surmonter l'épreuve est insuffisamment prise en considération. Et un bilan actuel et différencié était une bonne idée.

Trois autres faiblesses sont récurrentes. D'une part, hormis des allusions désordonnées, les candidats ne mettent pas en œuvre suffisamment d'études de cas concrets et n'utilisent pas assez d'exemples signifiants dans leurs démonstrations. D'autre part les connaissances sont très différentes selon les périodes concernées : on parle de la guerre d'Algérie parce que la mémoire collective en est profondément marquée. On traite des évènements postérieurs à 1990. Entre, il y a un grand déficit de connaissances et celles qui ont pu être acquises en première année dans le cadre de l'étude de « la géopolitique de la guerre froide et de la décolonisation » ont du mal à être mobilisées. Enfin, est-il judicieux d'assimiler sans nuance le développement à « l'insertion dans la mondialisation », au point que les deux concepts semblent presque synonymes pour beaucoup de nos candidats ? La particularité de l'Afrique, c'est justement que l'intégration dans une mondialisation où elle ne joue que le rôle de fournisseur de produits bruts (sorte d'enfermement où d'ailleurs la Chine autant que « l'Occident » ont aujourd'hui une responsabilité) n'est pas des plus propices au vrai développement.

Au-delà des bonnes copies présentant une vision complète de la question, le jury a cherché à valoriser les candidats qui, sans traiter le sujet dans toutes ses dimensions, ont su à un moment donné, amorcer une réflexion personnelle sur le fond des choses, même si elle n'aboutissait pas autant qu'on l'aurait voulu. Dans ces conditions, l'épreuve, assez sélective, a joué son rôle dans le concours en favorisant ceux de nos candidats qui avaient travaillé, renforcé leur culture et exercé leur capacité de réflexion.